

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22154 - 82ÈME ANNÉE

**Rendez-vous samedi 5 septembre à 9 heures,
au Parc Boisé, du Port**

Paul Vergès : 2016-2026

Paul Vergès est décédé le 12 novembre 2016. Cela fait 10 ans, cette année. Il appartient à l'Histoire. Son œuvre mérite d'être connue, rappelée et étudiée. Les sujets ne manquent pas. Par exemple, il a donné à la population réunionnaise une conscience collective : être Réunionnais. Le peuple réunionnais s'affirme au fil des luttes pour ses droits fondamentaux ; des droits fondamentaux qui s'inscrivent dans une démarche d'avenir. En 2006, dans un échange avec Aimé Césaire, il déclare : « nous disons au gouvernement, ayez une vision historique de notre évolution ».

Un étudiant permanent

Comme, il n'y a pas de génération spontanée, il est important d'apprendre pour comprendre ; comprendre pour agir, en faveur du bien commun réunionnais, voire le bien commun de l'Humanité. Nous qui l'avons côtoyé, notre but est de rappeler l'essentiel. Paul Vergès était en permanence un étudiant-chercheur.

L'an dernier, nous avons commémoré le centenaire de sa naissance, en organisant une conférence, le 16 mai 2025,

à Saint Denis, autour de 3 thèmes qu'il affectionne : « le rapport à l'argent », exposé par Raymond Lauret et Thomas Robert ; « le climat », avec Jules Dieudonné ; et « la civilisation réunionnaise », à partir de 2 vidéos de Danyel Waro et Daniel Singaïny.

Dans les relevés de conclusions, nous avons prévu de continuer le travail de mémoire, en cette année du 10e anniversaire de sa disparition.

Un triple anniversaire

Il y a 30 ans, le 4 septembre 1996, il lança l'alerte sur le réchauffement climatique. Il y a 10 ans, le 4 novembre 2016, c'est l'entrée en vigueur du Traité de Paris sur le

Climat. Un an après, il nous quitte le 12 novembre 2016. Son décès met fin à 15 années de présidence de l'ONERC. Symboliquement, a-t-il considéré que l'essentiel était fait ?

Le 14 juillet 2026, nous avons animé un groupe d'initiatives pour mettre en perspective ce triple anniversaire.

Une première rencontre aura lieu, le 5 septembre 2026, pour rappeler l'alerte qu'il a lancé en 1996 ; Sur ce sujet, il a rallié toute la représentation parlementaire française sur une loi votée à l'unanimité. Il a placé La Réunion en

pôle position de ce débat fondamental et planétaire.

Samedi 5 septembre, vous êtes attendus au Parc Boisé, du Port, pour une séance publique.

De 9h à 11h, voici le déroulé :

Un rappel des faits.

Une rupture de civilisation

Le témoignage de Houssen Amode qui l'a accompagné, du Port à la Région.

La moitié du temps sera consacrée aux échanges. Partagez l'invitation de l'événement. D'ici-là, Témoignages participe en donnant la parole à des témoins. Ainsi, dans la prochaine édition, la parole est donnée à Pascale David. Journaliste, elle avait couvert la conférence de presse historique. En mobilisant ses

souvenirs, elle nous dira comment cette thématique est entrée en politique.

A sa suite, Jules Dieudonné, ingénieur et directeur du PRERURE, sous la présidence régionale de Paul Vergès, donc un témoin de premier plan, évoquera l'ambiance de travailler avec lui sur des sujets aussi inédits que le développement durable et l'autonomie énergétique.

Ary Yee-Chong-Tchi-Kan

Une conséquence de la crise climatique en France

CGPER : « Pommes de terre : et demain, aurons-nous assez de semences à La Réunion ?

La baisse annoncée de 23 % de la production française de pommes de terre, liée notamment à la sécheresse et aux fortes chaleurs, inquiète le CGPER. La Réunion dépend fortement des semences importées de France. Le syndicat demande d'anticiper une éventuelle pénurie, de diversifier les approvisionnements dans la région et de sécuriser ainsi la production.

« La production française de pommes de terre pourrait chuter de 23 % cette année, conséquence notamment de la sécheresse et des fortes chaleurs.

À La Réunion, cette situation doit immédiatement nous interpeller.

Nos producteurs sont largement dépendants de semences venant de l'Hexagone. Que se passera-t-il demain si les volumes disponibles diminuent fortement ? Aurons-nous suffisamment de semences pour plan-

ter et maintenir notre production réunionnaise ?

À 11 000 km de l'Hexagone, alors que des pays de notre environnement géographique disposent de filières de production de semences, il est légitime de poser la question de la sécurisation et de la diversification de nos approvisionnements, bien entendu dans le respect des garanties sanitaires nécessaires.

Car derrière la question des semences, il y a notre souveraineté alimentaire, mais aussi le revenu de nombreuses petites exploitations réunionnaises.

N'attendons pas la pénurie pour nous poser la question. Anticipons dès maintenant.

Nous demandons aux autorités d'évaluer sans attendre les conséquences de la situation hexagonale sur l'approvisionnement en semences de La Réunion et d'ouvrir le débat sur des solutions alternatives sécurisées. »

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

L'ombre d'une nouvelle base militaire française en Afrique sur fond de crise sociale à Mayotte

Arrivé le 26 août à Mayotte, Sébastien Lecornu est accueilli dans un contexte social tendu, l'intersyndicale ayant appelé à la grève. « On ne mange plus à notre faim », résume une syndicaliste. Salaires, emploi, services publics, logement, santé et transports sont au cœur des revendications. Les revendications des syndicats contestent ainsi la focalisation sur l'immigration, qui risque de masquer les responsabilités de Paris et de la classe au pouvoir dans les difficultés sociales. La présence de la ministre française des Armées interpelle également : elle donne une dimension stratégique au déplacement et relance la question d'un renforcement militaire français à Mayotte, territoire revendiqué par les Comores. La question est posée : après La Réunion, Paris prépare-t-il une nouvelle base militaire dans l'océan Indien ?

Le Premier ministre français Sébastien Lecornu est arrivé ce 26 août à Mayotte dans un contexte social particulièrement tendu. L'intersyndicale a appelé à la grève et à manifester pendant sa visite. Derrière cette mobilisation, les revendications mettent en évidence une réalité : pour les organisations syndicales, les difficultés de Mayotte ne se résument pas à la question migratoire. « on ne mange plus à notre faim, on ne peut plus continuer à vivre comme ça », a déclaré une syndicaliste au micro de Mayotte la 1ère. Les difficultés renvoient d'abord aux choix politiques, économiques et budgétaires de Paris et de la classe au pouvoir à Mayotte

Le débat public sur Mayotte est largement orienté vers l'immigration et la sécurité. Or les syndicats replacent au centre les salaires, l'emploi, les services publics, le logement, la santé, l'éducation, les transports et les conditions de vie. Leur mobilisation pose ainsi une question politique : la question migratoire ne sert-elle pas de diversion pour détourner l'attention des responsabilités de ceux qui disposent du pouvoir et des privilèges à Mayotte et administrent les ressources considérables de la France ?

La présence de la ministre française des Armées à Mayotte interpelle

Un élément du déplacement mérite toutefois une attention particulière : la présence annoncée aux côtés

du Premier ministre de plusieurs ministres français dont la ministre des Armées.

Cette présence donne une dimension stratégique au déplacement. Mayotte occupe une position géographique majeure dans l'océan Indien, à l'entrée du canal du Mozambique et à proximité des Comores, de Madagascar et des grandes routes maritimes reliant l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie.

Bases en Afrique : Après La Réunion, une autre base militaire française à Mayotte ?

La venue de la ministre des Armées peut donc être mise en relation avec le renforcement du dispositif militaire français dans cette région.

Il faut cependant distinguer les faits des hypothèses. La présence de la ministre s'inscrit-elle dans la perspective du projet d'une nouvelle base militaire française en Afrique, qui plus est en territoire comorien sans discussion avec l'Union des Comores ?

Le contexte stratégique rend légitime la question.

Mayotte est revendiquée par les Comores comme faisant partie de leur territoire national. Toute extension de la présence militaire française dans l'archipel possède donc une portée qui dépasse largement les frontières administratives françaises. Elle touche directement aux relations entre la France et l'Union des Comores et, plus largement, à l'équilibre géopolitique de l'océan Indien.

Quels moyens pour quels objectifs du maintien de l'administration française à Mayotte ?

Le contraste entre la mobilisation sociale et les enjeux militaires pose finalement une question fondamentale : quelles sont les priorités du maintien de l'administration française à Mayotte ?

Les syndicats réclament des réponses aux problèmes qui touchent quotidiennement la population. Dans le même temps, l'État semble accorder une importance croissante aux questions militaires.

Et derrière la présence de la ministre des Armées se pose une autre question, plus stratégique : la France prépare-t-elle un nouveau renforcement de son dispositif militaire à Mayotte, dans un territoire occupé depuis la décolonisation de 1975 ?

Oté

O sèrviss La franss ? A ouè !

Ni koné Edouard Philippe, in l'ansien promyé miniss i sorte fé in sézour éléktoral shé nou. Pars konm li di, li lé kandida konm prézidan pou la franss l'ané 2027.

Néna in tripoté d'moune i sa sèye gingn prézidan mé lo ka nout vizitèr sé in ka bien singuilyé. Pandan troi zané édmi li lété promyé miniss é li la aplik la politiik lo prézidan Macron. Antouléka li la zamé di li téi aplike pa politik-la.

Astèr sèryèzman kan li di li sava défann zintéré la Franss mi doute é mèm mi diré konm Macron li vé kontinyé défann bann zintéré la klass possédante, sète larzan la fé in bonpé pti dopi Macron l'ariv Prézidan.. Lé vré li lé pa toussèl é lé zot la fé konm li mé li té pa konte.

Mé dela anparl la défanss La franss mi panss néna in pyèz ladan, pa pou bann rish mé pou bann franssé la normalité. Bann patron i ékoute ali é zot i poz azot késtyon dsi son kapassité gonf zot pla pars sé sa k'i konte an promyéé an définitiv.

Si sé pa li k'i konvien zot va dir ali bar ; Si sé li zot va aprouv ali é li va gingn lo zapui k'i fo pou amenn lo bato.

Astèr li vien shé nou pou rakonte èk nou son bobar mé final de konte lo morso lo pli inportan son program si i rotien ali sar lo programm lo patrona ni pliss ni moïnss.

A suiv ! Mé i tard ar pa oir zorèye lo lou dsou la po d'mouton. A bon antandèr salu !

Justin